



# Assemblée générale

PROVISOIRE

A/47/PV.47

11 novembre 1992

FRANCAIS

Quarante-septième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 47e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le mardi 27 octobre 1992, à 10 heures

Président : M. GANEV (Bulgarie)  
puis : M. MONGBE (Bénin)  
(Vice-Président)  
M. GANEV (Bulgarie)

Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes : rapport du Secrétaire général [47]

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation : rapports du Secrétaire général [10] (suite)

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence, Bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est ouverte à 11 h 5.

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

RESTRUCTURATION ET REVITALISATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS LES DOMAINES CONNEXES : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/47/534)

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne l'examen de ce point, je voudrais informer les membres que pour faciliter les négociations portant sur un projet de résolution je m'emploie à constituer un groupe de travail à composition non limitée sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique, social et dans les domaines connexes. A ce sujet, j'ai demandé au Représentant permanent de l'Uruguay de bien vouloir présider le groupe de travail en mon nom. Comme le sujet à traiter englobe des questions économiques, sociales, administratives et budgétaires, il faudra veiller à engager des consultations privées avec les Présidents des Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions.

L'Assemblée poursuivra l'examen du point 47 de l'ordre du jour à une prochaine séance qui sera annoncée dans le Journal.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (A/47/1, A/47/277)

M. LUNA (Pérou) (interprétation de l'espagnol) : La délégation péruvienne partage les vues exprimées il y a quelques semaines par le Représentant permanent de l'Argentine au nom du Groupe de Rio ainsi que les idées présentées par l'Indonésie au nom des pays non alignés. Je voudrais, cependant, ajouter quelques observations, qui, à notre avis, sont d'une importance particulière.

Nous sommes heureux de constater qu'un débat de fond a lieu sur le rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation. Ce débat, qu'a suscité la publication quasi simultanée du rapport spécial intitulé "Agenda pour la paix", devrait être encouragé et devenir une pratique permanente. Les deux documents ont un caractère complémentaire et devraient être examinés ensemble.

M. Luna (Pérou)

Le rapport spécial du Secrétaire général intitulé "Agenda pour la paix" constitue une analyse importante de la situation internationale et contient de nombreuses initiatives dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Sa structure interne est logique et solide, et contient de nombreuses propositions novatrices. Nous appuyons l'idée de créer un groupe de travail de l'Assemblée générale chargé d'examiner de près ce document.

M. Luna (Pérou)

De son côté, le rapport du Secrétaire général pour 1992 signale les activités entreprises par les Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix et pour ce qui est de son organisation institutionnelle interne, en ce qui concerne notamment la simplification du Secrétariat et le renforcement de la fonction publique internationale. Cependant, l'intérêt le plus important que présente ce document est sans doute sa préoccupation à l'égard du développement.

Les documents dont nous sommes saisis peignent un tableau réaliste. D'un côté, il y a les possibilités considérables que l'ensemble des Membres de l'Organisation doivent s'efforcer de traduire dans la réalité et, de l'autre, la nécessité d'éviter certains écueils dans la réalisation de cet effort collectif. Je voudrais parler de trois domaines d'une importance particulière pour l'avenir de l'action multilatérale.

Le rapport spécial "Agenda pour la paix" reconnaît l'importance capitale du respect de la souveraineté nationale comme base des activités de l'Organisation, mais rappelle qu'il faut redéfinir son contenu. En réalité, la souveraineté, dans l'acception traditionnelle du terme, est assiégée sur deux fronts : d'une part, la tendance à la fragmentation des souverainetés nationales en raison de l'éclosion de forces centripètes et, de l'autre, la nécessité de prendre des mesures multilatérales pour gérer de façon adéquate la dynamique transnationale des nouveaux problèmes et des nouveaux protagonistes au niveau mondial.

En conséquence, la réinterprétation de la souveraineté est un exercice indispensable qui doit aller au-delà des exhortations pour établir une certaine compatibilité entre la souveraineté et l'autodétermination, notamment celle des minorités. Cela la libérerait de la première condition.

Mais d'un autre côté, un concept évolutif de la souveraineté devrait inclure l'harmonisation des diverses souverainetés nationales, à partir de concessions mutuelles répondant à un consensus international - établi démocratiquement par l'ensemble de la communauté internationale et non pas imposé par un groupe de pays - sur les objectifs prioritaires de l'action multilatérale et les mécanismes nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Cela permettrait de placer la question de la souveraineté dans une perspective plus large et de canaliser les tendances interventionnistes du monde de l'après-guerre froide vers des domaines et selon des modalités

M. Luna (Pérou)

qui servent les intérêts de l'ensemble de la communauté internationale. Sinon, la question de la souveraineté en sera réduite aux problèmes que l'apparition de tendances nationalistes et ethniques de minorités existant à l'intérieur des Etats risque de poser aux juridictions nationales.

A cet égard, on doit constater que si dans les pays en développement - notamment en Europe - la fin de la guerre froide a donné lieu à une prolifération de conflits nationalistes, ethniques et de minorités, les conflits nationalistes qui ont éclaté dans le Sud sont dus à l'émergence d'une nouvelle génération de problèmes parmi lesquels il convient de signaler, dans le cas de l'Amérique latine, le narcoterrorisme.

Dans ces circonstances, la coopération avec les organismes régionaux doit se concevoir non pas comme une subordination à l'instance mondiale mais en termes d'assistance technique. A cet égard, on est allé jusqu'à proposer - officieusement - la convocation d'une conférence d'organisations régionales pour leur permettre de définir leurs besoins.\*

La proposition visant à créer des "centres régionaux pour la réduction des risques" est une initiative de la plus haute importance. Cependant, on ne sait pas encore très bien lequel des bureaux du Secrétariat, au Siège, sera chargé de les coordonner de sorte qu'ils puissent s'acquitter comme il se doit de leurs fonctions.

L'accent placé sur la coopération avec les organisations régionales - tel qu'il ressort du rapport spécial du Secrétaire général - semble obéir, dans un sens plus général et plus large, au désir d'encourager la démocratisation des relations internationales par une participation plus grande et plus directe des groupes régionaux, des organisations non gouvernementales et de la société civile. Dans la mesure du possible, la position adoptée par les groupes régionaux représentés ici sur les problèmes fondamentaux examinés aux Nations Unies devrait refléter la cohésion qui doit exister entre ces diverses contributions.

Enfin, pour des pays comme le Pérou, il est indispensable d'insister sur un concept extrêmement important pour l'activité future des Nations Unies : les questions économiques et sociales ne peuvent ni ne doivent sembler être

---

\* M. Mongbé (Bénin), Vice-Président, assume la présidence.

M. Luna (Pérou)

subordonnées au processus de règlement des conflits. Sinon, les Nations Unies sembleraient s'intéresser principalement aux questions de paix et de sécurité internationales, tandis que les questions économiques seraient traitées par les institutions ayant prétendument des avantages comparatifs, et les problèmes sociaux par les institutions spécialisées. Une telle compartimentation limiterait les tâches consacrées au développement et réduirait le rôle des Nations Unies dans ce domaine uniquement à l'assistance humanitaire et technique, ce qui, dans son ensemble, ne correspond ni à l'esprit ni à la lettre de la Charte de San Francisco. En outre, cela entraînerait des risques multiples pour les pays en développement dans la mesure où les problèmes économiques et sociaux se verraient accorder une priorité secondaire par rapport aux questions de paix et de sécurité.

De même, une telle division du travail impliquerait que les Nations Unies ne sont pas en mesure d'aborder simultanément les deux domaines d'action et que l'examen des questions économiques et sociales internationales dans le cadre des Nations Unies pourrait être reporté indéfiniment, à l'exception de celles qui sont directement liées à la solution de crises ou de conflits déterminés.

Pour arriver à mettre sur pied un véritable système multilatéral de coopération et de coordination orienté vers le développement, il est indispensable de reconnaître l'importance des questions sociales, économiques, humanitaires et écologiques pour l'avenir de la communauté internationale, étant donné qu'elles sont au coeur de la relation entre les pays pauvres et les pays riches. Paradoxalement, ces questions n'ont bénéficié jusqu'à présent ni de l'attention ni des ressources suffisantes. A l'exception de quelques efforts notables, l'action des Nations Unies dans ce domaine continue d'être inappropriée et limitée.

A cet égard, les pays en développement ont proposé d'élaborer, sur la base de l'application cohérente, équilibrée et non discriminatoire des principes de la Charte, une stratégie qui tienne compte de tous les aspects de la situation mondiale - ceux relatifs à la paix et à la sécurité internationales aussi bien que ceux relatifs au développement - et qui fasse l'objet d'un large consensus permettant de la mettre en pratique. De cela dépendra la viabilité de la diplomatie multilatérale dans la conjoncture actuelle.

M. Luna (Pérou)

La conscience des risques que je viens de décrire et de la nécessité, pour les Nations Unies, de fournir une réponse institutionnelle appropriée a conduit, au cours de l'année dernière, à une réorganisation du Secrétariat. La deuxième étape, qui doit être réalisée dans un avenir proche, doit porter essentiellement sur la promotion des fonctions liées au domaine économique et social.

A cet égard, l'unification de la gestion des activités du Secrétariat dans les domaines du développement, de la coopération et de l'environnement contribuerait à augmenter son efficacité et à faciliter la coordination des activités des institutions spécialisées du système.

A ce propos, il faut se rappeler qu'il ne s'agit pas pour le Secrétariat de s'approprier, de façon bureaucratique, de fonctions qui, de par leur nature, sont à remplir par les Etats eux-mêmes et qui pourraient en outre surcharger considérablement l'Organisation. Comme je l'ai déjà dit, les Nations Unies doivent déployer un effort intellectuel et politique pour définir de quelle façon la coopération en faveur du développement sera traitée à l'avenir et le rôle directeur à confier à l'Organisation pour ce qui est de tous ces problèmes.

C'est presque un lieu commun de dire que les Nations Unies se trouvent à un tournant historique. Pour ne pas perdre cette "occasion retrouvée", dont nous nous félicitons tous, il faut concevoir et mettre en pratique - de préférence sous une direction univoque et efficace - un "programme de développement" qui complète notre "Agenda pour la paix", de façon que la priorité accordée aux problèmes de l'un facilite le traitement de l'autre et vice versa.

M. TRINH XUAN LANG (Viet Nam) (interprétation de l'anglais) : La situation internationale actuelle et les espoirs que placent les peuples du monde dans la capacité de l'Organisation des Nations Unies aujourd'hui exigent une modernisation fondamentale de l'Organisation.

Le Secrétaire général, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, déclare que les années comprises entre 1992 et le cinquantième anniversaire, en 1995, peuvent fort bien déterminer l'orientation que l'activité et la contribution de l'Organisation prendront pour la génération à venir, voire au-delà. A cet égard, au nom de la délégation vietnamienne, je voudrais saluer les efforts faits par le Secrétaire général dans la préparation de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/47/1) du 11 septembre 1992 et de son rapport antérieur du 17 juin 1992, intitulé "Agenda pour la paix" (A/47/277). Ces efforts traduisent son attachement à la revitalisation de l'organe mondial en vue de le rendre plus efficace dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et dans la recherche d'un règlement des problèmes mondiaux. Importants et novateurs, ces documents contiennent de nombreuses idées nouvelles qui exigent un examen approfondi et les consultations les plus larges parmi tous les Membres de l'Organisation. Ma délégation appuie la proposition de créer un groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale, chargé d'examiner de près les recommandations figurant dans l'"Agenda pour la paix".

Comme nous aurons d'autres occasions de discuter les propositions précises faites par le Secrétaire général dans ses rapports, je me bornerai pour l'instant à exprimer nos vues sur certains aspects des rapports qui nous intéressent au premier chef en tant que pays en développement non aligné et membre du Groupe des 77.

La situation internationale actuelle est notamment marquée par le fossé qui sépare les pays riches et pauvres, le Nord et le Sud. Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, si ces phénomènes ne sont pas corrigés, une paix et une sécurité internationales durables ne pourront être garanties. Les deux tiers de la population mondiale dans les pays en développement vivent dans des conditions économiques précaires. Dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général a dit :



M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

"Il est inacceptable que la pauvreté absolue, la faim, la maladie, l'analphabétisme et la désespérance soient le lot d'un cinquième de l'humanité." (A/47/1, par. 61)

et ajouté :

"Progrès politique et développement économique sont indissolubles."  
(Ibid., par. 64)

Il est encourageant de noter que, d'après le Secrétaire général, l'Organisation ne saurait s'acquitter de ses responsabilités et obligations dans la sphère politique et dans le domaine de la sécurité au détriment de celles qui lui incombent en matière de développement, et qu'elle ne saurait non plus subordonner les unes aux autres et qu'il est essentiel pour elle d'y faire face simultanément, de façon intégrée et complémentaire. Nous nous félicitons de sa volonté de consolider le renouveau du partenariat mondial pour le développement et d'élaborer un programme d'action pour le développement, comme l'indique son rapport, et nous espérons que le programme d'action pour le développement bénéficiera d'une attention identique.

Etant l'un des pays confrontés à des problèmes économiques particuliers, à la suite de l'application de sanctions économiques au titre du Chapitre VII de la Charte, nous prions instamment le Secrétaire général de prendre les mesures voulues, y compris le recours aux institutions financières du système des Nations Unies, pour aider ces pays, au titre de l'Article 50 de la Charte. Nous sommes fermement convaincus que l'Organisation des Nations Unies devrait être pleinement responsable de toutes les mesures, y compris le remède à apporter aux difficultés que connaissent ces pays du fait de leur application des résolutions des Nations Unies.

Au cours des 47 années qui se sont écoulées depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, alors que l'humanité s'est vu épargner une guerre mondiale destructrice, des centaines de guerres et de conflits à large et petite échelle se sont produits dans diverses régions avec des conséquences dévastatrices. L'un des facteurs les plus communs qui entraînent ces guerres et conflits, comme l'ont montré de façon frappante les guerres du Viet Nam pendant les trois décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, a été le mépris du principe du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales et de l'intégrité des Etats.

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

Maintenant que l'ONU examine les moyens de prévenir et de régler les conflits et de préserver la paix dans la situation nouvelle qui a suivi la fin de la guerre froide et la désintégration de l'ancien ordre international, fondé sur la division du monde en deux blocs, il faut respecter strictement et réellement les principes sacrés énoncés par le Secrétaire général dans son rapport "Agenda pour la paix", selon lesquels :

"La pierre angulaire de l'édifice est et doit demeurer l'Etat."  
et que :

"... le respect de la souveraineté et de l'intégrité constitue des conditions de tout progrès international." (A/47/277, par. 17)

Dans la déclaration qu'il a faite à l'Assemblée au cours du débat général, le Ministre des affaires étrangères de notre pays a souligné que l'isolationnisme est dépassé mais que la souveraineté nationale ne cessera pas d'être une valeur sacrée que tout pays, qu'il soit grand ou petit, riche ou pauvre, est résolu à défendre.

Nous estimons que toutes les décisions qui seront prises après notre examen de ces documents, aujourd'hui et plus tard, doivent reposer sur la stricte adhésion aux principes de la Charte des Nations Unies et aux normes reconnues de conduite entre Etats, notamment les principes du plein respect de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. L'idée de souveraineté nationale ne doit en rien être affaiblie. En même temps, le respect du droit à l'autodétermination de tous les peuples sous domination coloniale ou étrangère doit être garanti.

Nous estimons qu'en tant qu'organisation internationale la plus universelle qui soit consacrée à la paix et au développement, l'Organisation des Nations Unies doit faire de son mieux pour renforcer sa capacité de règlement pacifique des différends et éviter de recourir à la force. Nous préconisons le règlement pacifique de tous les différends par la voie du dialogue et des négociations sans recourir à la menace ou à l'emploi de la force.

Tout en reconnaissant l'approche constructive de certaines recommandations précises relatives à la diplomatie préventive, telles que l'établissement de faits, qu'il ne faut recourir à cette procédure d'enquête

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

qu'en se fondant strictement sur la demande formulée par un Etat Membre et sur l'assentiment préalable de toutes les parties intéressées. Cette condition a été énoncée dans diverses résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Le succès des efforts concertés que fait l'Organisation pour prévenir et régler les conflits et pour préserver la paix dépend de la manière dont l'Organisation se montrera logique dans l'application des principes de la Charte.

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

A ce sujet, nous partageons le point de vue du Secrétaire général, selon lequel les principes de la Charte doivent être appliqués de façon systématique et non pas sélective. Ma délégation souhaite insister sur le fait que l'application systématique et non pas sélective de la Charte ne peut se faire que par la démocratisation de la vie internationale et des relations entre Etats ainsi que par la réforme et la restructuration de l'Organisation des Nations Unies. Là encore, j'aimerais rappeler la déclaration qu'a faite notre ministre des affaires étrangères devant l'Assemblée, et je cite :

"Dans la nouvelle conjoncture, la composition du Conseil de sécurité et la corrélation entre celui-ci, l'Assemblée générale et le Secrétaire général de l'ONU devraient refléter la réalité d'un monde qui a radicalement changé par rapport à l'époque où les Nations Unies ont vu le jour et même par rapport à ce qu'il était il y a quelques années.

Nous partageons l'avis que la composition du Conseil de sécurité devrait être réexaminée et élargie et la représentation des pays en développement dûment prise en compte, de manière à traduire pleinement le principe d'égalité des Membres de notre organisation et à assurer que la voix du plus grand nombre soit dûment écoutée dans la solution des questions d'importance majeure pour la communauté internationale."

(A/47/PV.23, p. 46)

Nous sommes convaincus qu'une Organisation des Nations Unies nouvelle et efficace doit représenter le plus grand nombre et incarner les aspirations collectives de ses Membres et que tous les Etats Membres ont le droit de participer activement et de façon démocratique à la promotion des intérêts collectifs de la communauté mondiale.

Enfin, nous tenons à assurer le Secrétaire général que nous soutenons ses efforts et son objectif, qui est de renforcer la Charte et la rendre plus efficace dans le cadre de ses dispositions, d'accroître la capacité de l'Organisation dans les domaines du maintien de la paix et de la sécurité internationales et autres domaines. L'amélioration est une tâche sans fin. Nous espérons que l'objectif que s'est fixé le Secrétaire général sera atteint et que, grâce aux efforts et à la participation de tous les Etats Membres, un renouvellement fondamental de l'Organisation dans d'autres domaines sera achevé d'ici à son cinquantième anniversaire.

M. PEERTHUM (Maurice) (interprétation de l'anglais) : Je me félicite de pouvoir participer au débat sur le rapport du Secrétaire général, "Agenda pour la paix", que nous avons déjà loué dans notre déclaration au cours du débat général de la présente session. Il s'agit d'un document important qui aura un impact très fort sur l'avenir de notre organisation. Par conséquent, il est bon que l'Assemblée générale, sous la direction de M. Ganev, ait rapidement débattu des propositions du Secrétaire général au titre du point 10 de son ordre du jour. Comme de nombreux orateurs qui m'ont précédé l'ont souligné, ce débat n'en est qu'à sa phase préliminaire. Il va se poursuivre à différents niveaux au sein de l'Organisation.

J'espère cependant que l'Assemblée saura refléter le vif intérêt suscité par le rapport et éventuellement les orientations ou les principes directeurs pour l'avenir à la lumière des progrès réalisés. Car, comme nous le rappelle le Secrétaire général, les années à venir jusqu'en 1995 pourraient fort bien déterminer l'avenir de l'Organisation et sa contribution aux prochaines générations et au-delà.

Le Secrétaire général s'est consacré à la tâche ambitieuse de définir un nouveau rôle dans le domaine humanitaire et de rendre l'Organisation plus efficace pour ce qui est du maintien et de la promotion de la paix. L'Organisation des Nations Unies peut contribuer au renforcement de la sécurité collective dans ces domaines d'importance vitale, en particulier pour les plus petits Etats.

Dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général constate que les activités de l'Organisation se sont considérablement élargies ces dernières années, notamment depuis la fin de la guerre froide. Ses responsabilités se sont accrues de même que nos attentes. Malheureusement, l'Organisation ne pourra relever ces nouveaux défis que si elle dispose des moyens nécessaires. A cet égard, nous nous félicitons des suggestions du groupe des pays non alignés et d'autres délégations, qui visent la création par l'Assemblée générale d'un groupe de travail ouvert à la participation de tous et chargé de l'examen de l'"Agenda pour la paix". La participation d'une majorité d'Etats à ce débat crucial et fécond revêt une très grande importance. Aussi devons-nous tout mettre en oeuvre pour que nos délibérations renforcent plutôt qu'elles ne sapent les nobles aspirations et les objectifs concrets énoncés dans l'"Agenda pour la paix".

M. Peerthum (Maurice)

L'"Agenda pour la paix" définit ces défis et objectifs et propose des solutions claires et pragmatiques. Le Secrétaire général réclame un financement plus sain et plus stable, des moyens de communications et des instruments plus efficaces pour la diplomatie préventive, des mécanismes et des procédures pour les opérations de maintien de la paix moins contraignants que ceux prévus au titre du Chapitre VII de la Charte, compte tenu notamment d'un environnement international de plus en plus explosif où des conflits localisés peuvent éclater à tout moment. Ces propositions doivent être examinées de façon globale. Privilégier un thème par rapport à un autre ou élargir le débat risqueraient d'en affaiblir la portée.

En faisant le choix du pragmatisme, l'Agenda est forcément sélectif. Ainsi, il ne peut prendre pleinement en compte les vives préoccupations suscitées par les menaces non militaires qui pèsent sur la paix et sur l'ensemble des questions économiques interdépendantes qui ont des incidences sur la sécurité mondiale et la sécurité nationale. La nouvelle approche prônée par le Secrétaire général soulève également bien des questions concernant la souveraineté, le principe du consentement, l'interprétation de la Charte, la prééminence de la crédibilité du Conseil et ses relations avec l'Assemblée générale. Mais notre organisation se trouve à la croisée des chemins et ne peut être en marge du processus évolutif. L'"Agenda pour la paix" nous offre une possibilité de changement en une période cruciale. Le changement peut être prôné à un rythme plus rapide dans une direction ou une autre. Cela ne signifie pas que les réformes nécessaires dans d'autres domaines stagneront obligatoirement. Elles peuvent en effet profiter d'un effet de boule de neige, les principaux obstacles au changement au sein de l'Organisation tenant au manque de volonté politique et à l'absence de ressources financières.

L'"Agenda pour la paix" aborde ces aspects de front et mérite notre plein appui.

M. NYAKYI (République-Unie de Tanzanie) (interprétation de l'anglais) : La délégation de l'Indonésie a déjà parlé au nom du Mouvement des pays non alignés à propos du point 10 de l'ordre du jour. Ma délégation s'associe à cette déclaration. De ce fait, je me bornerai à parler de certains des éléments du rapport du Secrétaire général "Agenda pour la paix" (A/47/277), du 17 juin 1992, qui nous semblent devoir être soulignés. Tout d'abord, je voudrais à mon tour remercier le Secrétaire général de ce rapport très complet, très stimulant et très riche en sujets de réflexion.

Comme le Secrétaire général l'a souligné dans son rapport, et comme beaucoup de délégations l'ont répété aussi bien pendant le débat général que maintenant, la situation politique internationale a subi un changement fondamental. L'ordre ancien s'est effondré et nous voyons s'édifier un ordre nouveau qui permet d'entreprendre avec optimisme la recherche de solutions à des problèmes anciens. Jamais encore l'Organisation des Nations Unies n'a été dans une telle mesure appelée à réagir de façon positive aux aspirations grandissantes des peuples du monde entier en matière de paix et de sécurité, de justice économique et sociale, de démocratie et de jouissance des droits de l'homme. Il importe donc que la capacité de l'ONU d'y répondre se trouve améliorée en cette période propice.

Je voudrais parler rapidement de la portée du rapport. Le mandat formulé par le Conseil de sécurité le 31 janvier 1992 priait le Secrétaire général d'élaborer une

"étude et des recommandations sur le moyen de renforcer la capacité de l'Organisation dans les domaines de la diplomatie préventive, du maintien et du rétablissement de la paix, et sur la façon d'accroître son efficacité, dans le cadre des dispositions de la Charte". (S/23500, p. 3)

A ce moment-là, de nombreux pays en développement ont exprimé la crainte de voir le rapport se limiter à un champ étroit, méconnaissant leurs intérêts et leurs préoccupations légitimes, qui portent sur des questions de paix et de sécurité. Nous sommes encouragés de voir que le Secrétaire général s'est montré sensible à ces inquiétudes. D'emblée il a reconnu que les sources de guerre étaient "pénétrantes et profondes". Pour reprendre ses propres termes :

"Pour les atteindre, il nous faudra déployer tous les efforts dont nous sommes capables en vue de renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, favoriser le développement économique et

M. Nyakyi (Tanzanie)

social durable, si nécessaire à une prospérité plus grande, soulager la misère et réduire les arsenaux d'armes de destruction massive ou, au moins, en restreindre l'emploi." (A/47/277, par. 5)

Dans son rapport sur l'activité de l'Organisation à la quarante-septième session de l'Assemblée générale (A/47/1), le Secrétaire général donne des détails sur la dimension développement des aspirations des peuples d'une manière propre à rassurer les pays en développement. Il dit ce qui suit :

"Il est clair que l'Organisation ne saurait s'acquitter de ses responsabilités et obligations dans la sphère politique et dans le domaine de la sécurité au détriment de celles qui lui incombent en matière de développement, et qu'elle ne saurait non plus subordonner les unes aux autres. Il est essentiel pour elle d'y faire face simultanément, de façon intégrée et complémentaire." (A/47/1 par. 66)

Nous abondons dans le sens du Secrétaire général.

Maintenant, je voudrais m'attarder un moment sur certains des sujets les plus actuels du rapport : la démocratie, les droits de l'homme et les principes de l'égalité souveraine des Etats et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. La Tanzanie salue l'aspiration mondiale à la démocratie parmi les nations. A l'intérieur de nos propres frontières, nous avons fait de notre mieux pour enrichir et intensifier notre démocratie. Nous reconnaissons toutefois que notre expérience est strictement tanzanienne. La démocratie ne peut jamais être conçue comme la chasse gardée d'une nation ou d'un groupe de nations. Etant donné les cultures nombreuses et différentes, les croyances sociales et religieuses des peuples et des nations du monde, il n'est pas possible d'avoir des structures universelles et des formes et institutions démocratiques universelles. Tous les gouvernements conscients de leurs responsabilités, tous les peuples partout dans le monde, aspirent à une démocratie plus grande, mais la tendance de certains des membres de la communauté internationale à prescrire leurs structures et leurs valeurs en tant que modèles de démocratie pour les autres Etats est inacceptable.

Tout comme la démocratie est une assise solide de la paix et du progrès à l'intérieur des nations, la démocratie entre nations est la base solide permettant de promouvoir la paix et la sécurité et d'assurer le progrès social et économique. Voilà pourquoi les nations devraient l'encourager entre elles



M. Nyakyi (Tanzanie)

avec le zèle qu'elles manifestent au niveau national. Nous partageons l'observation du Secrétaire général que la démocratie dans le concert des nations, c'est l'application des principes qui la régissent à l'Organisation elle-même, et que cela exige

"la consultation, la participation et l'engagement pleins et entiers de tous les Etats, grands et petits, dans le travail de l'Organisation".

(A/47/277, par. 82)

Cela veut dire qu'il faut contribuer à diffuser et à promouvoir la morale et la culture de la démocratie dans l'Organisation et toutes les instances internationales, et surtout celles qui s'occupent de questions d'importance décisive pour la majorité de l'humanité.

Au niveau national, la démocratie est aujourd'hui le mot d'ordre de tous. Il ne se passe guère de jour sans qu'on l'entende réaffirmer. Mais au niveau mondial, cet appel en faveur de la démocratie est plutôt assourdi. Quand on en parle aujourd'hui, on est presque amené à s'excuser de troubler la paix. Cependant l'appel en faveur d'un nouvel ordre économique international est essentiellement un appel à l'application des principes de la démocratie à la gestion d'une économie mondiale toujours plus interdépendante. La démocratie est incompatible avec les injustices de l'ordre économique créé au lendemain de la seconde guerre mondiale. Un engagement en faveur de la démocratie au niveau national qui ne s'accompagnerait pas d'un engagement semblable au niveau mondial serait très insuffisant. Comme l'a souligné fort justement le Secrétaire général, un agenda destiné à servir la cause de la démocratie dans notre monde d'aujourd'hui et qui méconnaîtrait les injustices criantes du système économique actuel constituerait une mauvaise réponse aux sources perverses et profondes de conflit et de guerre.

De même, nous nous félicitons de l'attention grandissante dont bénéficient la promotion et la protection des droits de l'homme. Dire qu'un gouvernement qui ne respecte pas les droits fondamentaux de l'homme et les libertés fondamentales de son peuple ne mérite pas sa fidélité et son soutien est une vérité première. Toutefois, la validité universelle de ces droits et de ces libertés ne confère à aucun pays ou groupe de pays le droit d'imposer aux autres une interprétation unilatérale de la jouissance et de la pratique de ces droits et libertés dans d'autres pays.

M. Nyakyi (Tanzanie)

Il est également important de faire remarquer que les dispositions fondamentales de la Déclaration des droits de l'homme comportent deux aspects qui s'équilibrent l'un l'autre : ceux qui respectent les droits et libertés fondamentaux de la personne et ceux qui stipulent les obligations de la personne envers la société et envers l'Etat. De même, les droits fondamentaux de l'homme englobent les besoins économiques, sociaux et culturels et non pas uniquement les besoins civils et politiques. La tendance à parler des droits de l'homme de manière sélective rend un très mauvais service à la cause de la protection et de la promotion de ces droits.

M. Nyakyi (Tanzanie)

Partout dans son rapport, le Secrétaire général reconnaît le nécessité d'adhérer rigoureusement aux principes énoncés aux paragraphes 1, 3, 4 et 7 de l'Article 2 de la Charte qui demandent que soient respectées l'égalité souveraine des Etats et la stricte adhésion au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. A notre avis, ces principes ne devraient en rien être affaiblis ou réduits. Cependant, ces assurances n'ont pas su calmer totalement les craintes de nombreuses délégations, y compris la mienne. Il y a lieu d'étudier soigneusement les propositions relatives à ces dispositions.

Mes dernières observations d'ordre général ont trait aux dispositions de la Charte qui figurent aux Articles 10, 11, 13, 14 et 15, concernant les pouvoirs et les fonctions de l'Assemblée générale quant à la promotion et au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ces dispositions précisent que l'Assemblée générale est appelée à jouer un rôle important en ce qui concerne la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et pourtant l'Assemblée générale n'exerce que rarement ces pouvoirs. Dans le climat actuel, propice au dialogue et aux négociations, il conviendrait de faire tous les efforts possibles pour encourager l'Assemblée à assumer ses responsabilités dans ce domaine si important de l'activité des Nations Unies. C'est pour cette raison que nous accueillons très favorablement les recommandations contenues dans le paragraphe 36 du rapport.

Je voudrais maintenant me pencher brièvement sur certaines des propositions et recommandations spécifiques du rapport, c'est-à-dire celles qui intéressent particulièrement ma délégation et probablement beaucoup de petits pays.

Il s'agit tout d'abord du concept de déploiement préventif. Nous partageons le point de vue exprimé par de nombreuses délégations selon lequel ces propositions appellent une étude et une préparation plus poussées. Le déploiement préventif est terre inconnue; c'est une idée nouvelle, non prévue dans la Charte. Premièrement, elle envisage le recours à la force avant que n'aient été réalisées les conditions énoncées dans la Charte. Elle semble demander l'application du Chapitre VII dans des circonstances où la Charte exige l'application du Chapitre VI. Deuxièmement, si elle était appliquée, cette idée pourrait nous faire courir le risque de violer le principe de l'égalité souveraine énoncé au paragraphe 7 de l'Article 2.

M. Nyakyi (Tanzanie)

Il est vrai que, dans les cas de différends où les parties acceptent un déploiement préventif, ce risque n'existe pas. Des difficultés pourraient cependant se présenter lorsque l'initiative vient d'ailleurs. Selon la proposition qui nous est soumise, la question devient alors celle d'un consentement. La nature de ce consentement et les modalités de son obtention pourraient susciter des problèmes d'une importance décisive.

Un deuxième domaine qui préoccupe ma délégation a trait au rétablissement de la paix et fait l'objet d'une recommandation qui figure au paragraphe 44 du rapport concernant les unités d'imposition de la paix. Le rapport laisse entendre que, si les forces prévues à l'Article 43 de la Charte étaient disponibles, il ne serait peut-être pas nécessaire de faire appel à des unités d'imposition de la paix telles que celles prévues au paragraphe 44.

Nous nous félicitons de ce que certains Etats Membres soient disposés à fournir des forces aux termes de cette proposition, mais nous redoutons que cela n'entraîne une réinterprétation de la Charte. Nous ne comprenons pas la réticence à les fournir aux termes de l'Article 43. De plus, il semble à ma délégation que la proposition inverse l'ordre d'action prévu par la Charte.

Selon nous, la proposition appelle une étude plus poussée. Outre qu'elle devrait tenter de concilier une telle proposition avec la Charte, l'étude pourrait également porter sur les raisons pour lesquelles l'Article 43 n'a pas été appliqué. Ces préoccupations ne diminuent en rien l'admiration que les efforts du Secrétaire général inspirent à ma délégation quand il cherche à trouver rapidement une solution au problème difficile qu'il a défini. Nous coopérerons avec tous les Etats Membres pour rechercher une solution.

Le troisième domaine qui nous préoccupe est celui de la proposition contenue au paragraphe 41 du rapport sur la nécessité de mettre au point des mesures pour mettre les Etats à l'abri de difficultés économiques particulières résultant de l'observation de sanctions obligatoires du Conseil de sécurité. Selon nous, il s'agit d'un problème éminemment politique. Sa solution doit donc être éminemment politique et non pas technique. C'est pourquoi nous appuyons pleinement la proposition du Secrétaire général tout en espérant que le Conseil de sécurité tiendra compte de cette considération.

Je ne veux pas laisser ces questions qui intéressent particulièrement ma délégation sans préciser que de nombreuses propositions de ce rapport ont le plein appui de ma délégation. Les propositions se rapportant à la diplomatie

M. Nyakyi (Tanzanie)

préventive, y compris les mesures visant à instaurer la confiance et les missions d'enquête, reçoivent notre appui total. La nécessité d'établir un réseau bien coordonné de systèmes d'alerte rapide va de soi si l'on veut accroître la capacité de l'Organisation de prévoir et devancer les conflits. Le principe est convenu, bien que les détails doivent encore être mis au point.

Dans le domaine du rétablissement de la paix, nous sommes d'accord quant aux grandes lignes des propositions touchant le rôle que peut jouer la Cour internationale de Justice. Il en va de même des efforts internationaux tendant à porter remède aux causes de conflit. Nous sommes également d'accord dans l'ensemble quant aux recommandations touchant le personnel et les aspects logistiques du maintien de la paix et les recommandations portant sur le rétablissement de la paix après les conflits et la sécurité du personnel.

Nous partageons aussi le point de vue d'après lequel les organisations régionales peuvent jouer un rôle important dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En ce qui concerne le financement de l'Organisation, nous sommes entièrement d'accord avec la conclusion à laquelle parvient le Secrétaire général au paragraphe 72, où il dit ce qui suit :

"Quelles que soient les décisions qui seront prises concernant le financement de l'Organisation, une condition est inéluctable : les Etats Membres doivent payer leurs quotes-parts intégralement et ponctuellement." (A/47/277)

Avant de terminer, je tiens à revenir à l'importante question que représente la nécessité de promouvoir plus énergiquement la démocratie au niveau international. La nécessité de réformer les Nations Unies a été reconnue et acceptée de toutes parts. Certaines réformes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ont déjà été entreprises.

Le seul organe important des Nations Unies qui reste en dehors des exigences de réforme est le Conseil de sécurité. Pourtant, nulle part aux Nations Unies n'est autant ressenti le besoin de réformes démocratiques que dans la composition et le fonctionnement du Conseil. Comme nous l'a rappelé avec tant d'éloquence l'un des orateurs qui prit la parole à la réunion au sommet du Conseil de sécurité en janvier, la composition du Conseil au moment

M. Nyakyi (Tanzanie)

de la fondation des Nations Unies en 1945 correspondait à 20 % des Etats Membres. Aujourd'hui, avec 15 membres, le Conseil représente à peine plus de 8 % du nombre total de Membres de l'Organisation des Nations Unies. La nécessité d'élargir le Conseil est aussi évidente que la nécessité d'abolir le droit de veto.

Les arguments en faveur de l'abolition du veto étaient évidents même avant l'effondrement du monde bipolaire. Avec la fin de la guerre froide et la création d'un environnement favorable au consensus, on proclame que le veto commence à ressembler à une vieille arme rouillée. Voilà pourquoi nous demandons quelle est la raison qui en justifie le maintien.

Les méthodes de travail du Conseil demandent elles aussi à être refondues. Ses séances sont trop imprégnées de secret. Il est très nécessaire de conférer de la transparence aux travaux du Conseil. Par la façon dont il travaille, le Conseil tient à peine compte du point de vue des autres Membres de l'ONU, et pourtant il est censé agir au nom de tous les Membres et ses décisions nous engagent tous.

Le Conseil ne peut s'attendre à continuer de bénéficier de la confiance et du soutien des autres Membres de l'Organisation s'il continue à résister à leurs demandes légitimes de réforme. Si l'étude et la mise au point de certaines propositions peuvent prendre quelque temps, d'autres, telles que celles qui appellent à la transparence et à un sentiment de participation, n'ont guère besoin que d'un changement d'attitude.

M. Nyakyi (Tanzanie)

Finalement, je tiens à associer ma délégation à la proposition qui a reçu une large approbation dans le cadre de ce débat. Il s'agit de la création d'un groupe de travail à composition non limitée aux fins d'étudier plus à fond, sous la direction du Président de l'Assemblée, le rapport et de proposer à l'Assemblée générale des mesures appropriées. Nous ne sommes pas en faveur d'une approche fragmentaire de cet examen, et nous espérons que les organes des Nations Unies qui, d'ores et déjà étudient certains aspects du rapport du Secrétaire général, participeront aux efforts de l'Assemblée générale pour répondre de manière globale aux propositions qu'il contient.

Au début de mon intervention j'ai dit que le Secrétaire général reconnaissait que les responsabilités et les engagements des Nations Unies dans les domaines politique et de la sécurité, tout comme dans le domaine du développement, nécessitaient une approche intégrée et un esprit de coopération. Cette approche s'applique à n'en pas douter à la procédure que nous devrions utiliser dans l'étude des propositions contenues dans son rapport. Une approche fragmentaire au stade actuel ne saurait déboucher sur une approche intégrée au stade de la mise en oeuvre.

M. MUSUKA (Zambie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation se félicite de l'élaboration, en son heure, du rapport du Secrétaire général "Agenda pour la paix", en réponse à la déclaration finale de la réunion au sommet du Conseil de sécurité, tenue le 31 janvier dernier. Nous apprécions également l'importante initiative prise à l'occasion de cette réunion au sommet historique.

Le rapport du Secrétaire général contient une analyse des idées et des recommandations très stimulante. Ces recommandations sont également constructives, tournées vers l'avenir et pragmatiques. Pour toutes ces raisons le rapport constitue une base précieuse pour l'examen détaillé qui sera entrepris par un groupe de travail de l'Assemblée générale au sein duquel tous les Membres de notre organisation pourront participer.

La Zambie appuie fermement l'objectif du renforcement, dans le cadre des dispositions de la Charte des Nations Unies, de la capacité de l'Organisation à mettre en oeuvre la diplomatie préventive, le rétablissement et le maintien de la paix.

M. Musuka (Zambie)

Ma délégation partage la conviction de toutes les nations selon laquelle la fin de la guerre froide offre à notre organisation l'occasion historique de tenir sa promesse initiale. Les Nations Unies ne sont plus handicapées par les relations conflictuelles qui existaient entre les deux superpuissances et, en règle générale, entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest. Au contraire, l'Organisation a l'occasion sans précédent d'atteindre les nobles objectifs énoncés dans la Charte, à savoir : maintenir la paix et la sécurité internationales, assurer la justice, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, favoriser le progrès social et une meilleure qualité de vie dans une liberté plus grande. Les Nations Unies peuvent également compter sur un Conseil de sécurité pratiquement libéré du veto, sur le désir de coopération manifesté par tous ses membres et sur le mouvement croissant des forces démocratiques et des formes de gouvernement beaucoup plus ouvertes.

Cependant, ces occasions et ces possibilités fournies à l'Organisation de tenir ses promesses initiales sont assorties de défis complexes en cette période de l'après-guerre froide. L'ONU est confrontée à des luttes ethniques, tribales, religieuses, sociales, culturelles ou linguistiques violentes qui menacent l'unité et la cohésion des Etats. Elle est également confrontée aux destructions écologiques et à une menace croissante de prolifération des armes de destruction massive; ainsi qu'à de nouvelles et violentes formes de racisme. Les Nations Unies sont également tenues de régler des problèmes qui, depuis longtemps, attendent une solution : la pauvreté, le fardeau de la dette, le protectionnisme, la baisse des produits de base, la sécheresse, la famine, les stupéfiants et le fossé de plus en plus béant qui sépare les nations riches des nations pauvres.

Tous ces défis nouveaux et anciens menacent véritablement la paix et la sécurité. Une paix durable n'est pas simplement l'absence de guerre. L'"Agenda pour la paix", au sens complet du terme, doit tenir compte par conséquent de ces menaces non militaires. Les Nations Unies devraient notamment renforcer leur capacité de promouvoir des relations économiques internationales fondées sur les principes d'équité et de démocratie. L'injustice qui caractérise les relations économiques internationales met les pays en développement à la merci du monde développé. Elle entrave leur développement; elle accroît la pauvreté de leurs peuples qui perdent leur



M. Musuka (Zambie)

dignité humaine et les prive de tout épanouissement personnel. La pauvreté n'encourage pas le processus de démocratisation. Seul le progrès économique et social favorise la démocratie. La conduite des relations commerciales internationales fondée sur les principes démocratiques est donc favorable au développement et à la démocratisation des pays en développement; c'est également un moyen important de promotion de la paix et de progrès au sein de la communauté internationale.

Le Secrétaire général insiste à juste titre sur le rôle de la diplomatie préventive pour apaiser les tensions avant qu'elles ne provoquent un conflit ou, lorsque le conflit éclate, pour le circonscrire et en éliminer les causes sous-jacentes. Nous soulignons la nécessité d'utiliser au mieux et de la façon la plus efficace possible la diplomatie préventive. Tous les moyens prévus au Chapitre VI de la Charte doivent être épuisés avant que l'on ait recours aux mesures contenues dans le Chapitre VII.

M. Musuka (Zambie)

Pour que la diplomatie préventive soit efficace, le Secrétaire général doit pouvoir disposer des mesures nécessaires à l'édification de la confiance et des moyens d'évaluer les situations avant qu'elles ne dégèrent en conflits. Le rôle de l'Assemblée générale et des organisations régionales mérite également d'être souligné. Il faudrait recourir plus souvent à la Cour internationale de Justice, et le Secrétaire général devrait être autorisé à demander à la Cour des avis consultatifs.

Dans le passé, de nombreuses délégations ont examiné le rôle du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Secrétaire général dans le maintien de la paix et de la sécurité. L'expérience est désormais faite qu'il faut renforcer le rôle de l'Assemblée dans cette importante fonction, conformément à l'Article 14 de la Charte. Ma délégation tient aussi à souligner l'importance qu'il y a à maintenir le lien existant entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, tel que défini dans les dispositions pertinentes de la Charte.

Nous nous réjouissons de constater que le Conseil de sécurité s'acquitte maintenant avec plus d'efficacité de sa responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. A cet égard, il importe de rappeler que l'appartenance au Conseil comporte des responsabilités particulières et solennelles. Il ne faut ni abuser de ces responsabilités ni les exercer sur la base d'intérêts nationaux ou de groupe étroits. Le Conseil ne devrait pas servir d'instrument aux forts pour imposer leur volonté aux faibles. Il doit constamment s'efforcer de servir les intérêts de tous les Etats, sans discrimination ni sélectivité. La coordination et la consultation entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale pour ce qui est du maintien de la paix et de la sécurité internationales devraient également être plus étroites.

Ma délégation partage l'opinion du Secrétaire général selon laquelle :  
"Les principes qu'énonce la Charte doivent être appliqués sans exclusive, faute de quoi la confiance viendrait à manquer et, avec elle, l'autorité morale qui constitue la qualité la plus haute de notre instrument."

(A/47/277, par. 82)

Donc, pour que l'ONU puisse réagir rapidement à des situations qui menacent la paix et la sécurité internationales, il est indispensable que les Etats Membres s'entendent pour mettre une force militaire permanente à la

M. Musuka (Zambie)

disposition du Conseil de sécurité. Cette question exige un examen sérieux de la part de cette assemblée. Il est certain qu'une telle décision imposera un lourd fardeau financier aux Membres. Mais les opérations de rétablissement et de maintien de la paix entraînent nécessairement des engagements financiers onéreux.

Aux termes de cet arrangement, la force en question ne serait déployée que sous le commandement de l'ONU, afin que l'Organisation ne serve pas simplement à légitimer les actes de gouvernements particuliers guidés uniquement par leurs propres intérêts nationaux. Nous pensons que l'ONU devrait s'efforcer d'agir de manière responsable et sans discrimination lorsqu'elle invoque l'application de mesures de coercition. Ces conditions sont importantes si l'on veut préserver l'efficacité et la crédibilité de l'organisation mondiale.

Afin d'assurer que les intérêts des petits Etats économiquement faibles sont protégés et que leur opinion est prise en compte lors de l'adoption d'importantes décisions affectant les relations internationales, les réformes que nous entreprenons doivent être fondées sur le respect des principes fondamentaux de souveraineté, d'égalité souveraine, de non-intervention et d'intégrité territoriale des Etats.

Le rétablissement et le maintien de la paix sont des fonctions importantes de l'ONU. Dans la nouvelle ère actuelle, les opérations de maintien de la paix ne se limitent pas à des situations de guerre, mais englobent également la supervision d'élections.

Le rapport du Secrétaire général intitulé "Agenda pour la paix" fourmille de renseignements qui devraient servir de base à un examen plus poussé des changements que nous souhaitons réaliser. Il importe que la tâche soit confiée à un groupe de travail à composition non limitée, qui devrait soumettre son rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.

Le monde se trouve aujourd'hui au seuil d'une nouvelle ère qui se caractérise par des incertitudes et qui exige une réflexion sérieuse de la part des Etats Membres. Nous sommes réellement à la croisée des chemins, et notre volonté et notre détermination sont plus nécessaires que jamais. Nous aurons besoin de l'engagement de tous pour pouvoir prendre les décisions audacieuses qui permettront à l'Organisation d'être plus apte à relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

M. KOROMA (Sierra Leone) (interprétation de l'anglais) : La délégation de la Sierra Leone estime que les efforts et les propositions tels que ceux dont font état le rapport du Secrétaire général de l'ONU "Agenda pour la paix" et son rapport sur l'activité de l'Organisation doivent être fondés sur la Charte. En effet, les buts et principes de la Charte - le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la réalisation de la coopération internationale pour résoudre les problèmes internationaux à caractère économique, social, culturel ou humanitaire, l'égalité souveraine des Etats, le règlement pacifique des différends entre les Etats, et le non-recours à la force ou à la menace de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute manière incompatible avec les objectifs de la Charte des Nations Unies - demeurent aussi valides aujourd'hui que lorsqu'ils ont été énoncés pour la première fois il y a 47 ans.

Il convient donc de féliciter le Secrétaire général de l'ONU de la position réaliste qu'il a adoptée tout au long de ses rapports. Les propositions portant sur la diplomatie préventive, le rétablissement de la paix, le maintien de la paix et la consolidation de la paix après les conflits feront beaucoup si elles sont mises en application pour créer un monde plus sûr pour ses peuples. Ces propositions, associées aux autres modalités de règlement des différends prévus par la Charte - la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage et le règlement juridique des différends par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice - devraient constituer un cadre approprié pour le règlement et l'élimination des conflits entre Etats qui affligent le monde actuellement.

A une époque où, à cause de la guerre froide, on jugeait peu réaliste de demander que soient appliquées les clauses de sécurité collective de la Charte pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, à une époque où le recours à la force par les Etats n'était que trop fréquent, le Gouvernement de la Sierra Leone a demandé à cette organisation d'appliquer les dispositions de sécurité collective de la Charte pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il est donc compréhensible que la délégation de la Sierra Leone se félicite de l'appel du Secrétaire général de l'ONU visant à demander que des forces armées soient mises à la disposition des Nations Unies,

M. Koroma (Sierra Leone)

sur une base ad hoc comme sur une base permanente, afin d'être déployées selon les besoins nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Toutefois, ces forces, ou toute autre forme de coercition, ne sauraient être utilisées de façon sélective ou mises au service d'intérêts nationaux étroits ou des intérêts de quelques groupes.

Dans le même esprit, la délégation de la Sierra Leone appuie la recommandation visant la création des unités d'imposition de la paix constituées de forces de volontaires formés, afin de les déployer en tant que mesure préventive dans des circonstances clairement définies. La recommandation de rétablissement de la paix sous la forme du retrait des mines terrestres, du développement de l'agriculture, de l'amélioration des moyens de transport et de l'utilisation des ressources, rencontre également l'accueil favorable de ma délégation. Comme par le passé, le Gouvernement de la Sierra Leone est prêt à contribuer aux efforts de maintien de la paix de cette organisation.

Alors que les arrangements régionaux ont un rôle à jouer dans le règlement des différends ou la fourniture d'aide humanitaire, la délégation de la Sierra Leone estime que, dans nos efforts visant la promotion de la paix et de la sécurité internationales, nous devons nous garder de régionaliser le monde. L'Organisation des Nations Unies demeure à notre avis l'organe essentiel du maintien de la paix et de la sécurité internationales, les organisations régionales n'étant pas toutes équipées du matériel et des autres ressources nécessaires au maintien de la paix. Par conséquent, si ces organisations doivent jouer un rôle significatif et encourager le maintien de la paix et de la sécurité régionales, les Nations Unies devront leur fournir l'appui et l'aide nécessaires.

Le Secrétaire général de l'ONU a également parlé de cet autre préalable du maintien de la paix et de la sécurité internationales : l'élimination de la grande misère dans laquelle vit la majorité de la population du monde et la promotion du développement économique et social grâce à la coopération internationale. Comme il est indiqué dans son rapport, les nouveaux conflits ne devraient pas éclipser les problèmes d'explosion démographique existants, le problème écrasant de la dette, le trafic des stupéfiants qui menace

M. Koroma (Sierra Leone)

l'intégrité de certains petits Etats, la pauvreté, la famine et les maladies. La sécheresse et les maladies, comme le Secrétaire général de l'ONU nous le rappelle, peuvent décimer de manière aussi implacable que les armes de guerre; d'où l'obligation de l'Organisation de s'attaquer aux causes profondes du déclin économique et du sous-développement de la plupart des pays africains. Les Nations Unies doivent intensifier et internationaliser davantage le processus de développement en Afrique. Ma délégation appuie donc fermement la recommandation visant à revigorer le Conseil économique et social.

Ma délégation accueille aussi favorablement la réaffirmation du Secrétaire général de l'ONU selon laquelle la base des Nations Unies est et doit demeurer l'Etat. Le respect de la souveraineté fondamentale et de l'intégrité de l'Etat est l'élément crucial de tout progrès international commun. Cependant, ma délégation estime que les principes de souveraineté et de non-ingérence ne doivent pas absoudre les gouvernements ou leurs agents de leur responsabilité lorsqu'ils tyrannisent leurs populations ou se livrent à des violations massives des droits de l'homme. Lorsqu'une population est l'otage d'agents peu représentatifs et doit en conséquence endurer de grandes souffrances, cette organisation a alors le devoir et l'obligation de venir à son secours et de lui épargner de nouvelles souffrances.

Il ne faut pas oublier que de même que la Charte des Nations Unies elle-même s'adresse aux peuples et non pas aux gouvernements, cette organisation, qui représente comme elle le fait la conscience collective de l'humanité, ne doit pas négliger les intérêts de ses éléments constitutifs fondamentaux. Cependant, il vaut mieux que ce soit l'Assemblée générale qui décide de ces questions plutôt que le Conseil de sécurité agissant seul. Ainsi, l'esprit de confiance et l'impartialité de ces décisions ne pourront être objectivement contestés ou attaqués, même par ceux auxquels elles s'adressent directement. A cet égard, tous les organes des Nations Unies, en particulier l'Assemblée générale, devraient jouer leur rôle légitime, non seulement pour démocratiser les relations internationales, mais aussi pour conférer l'autorité politique et morale nécessaire pour que les décisions des Nations Unies soient acceptables même pour ceux auxquels elles s'adressent directement.

M. Koroma (Sierra Leone)

Les propositions du Secrétaire général de l'ONU sont remarquables et de longue portée, tout en étant réalistes. Elles constituent également une base solide pour la paix mondiale durable. Si elles sont appliquées, elles dureront, non seulement pour renforcer l'Organisation des Nations Unies elle-même, mais aussi pour aider l'Organisation à parvenir à ses deux objectifs : le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la promotion de la coopération en vue du développement socio-économique de la majorité de ses Membres. Par conséquent, nous félicitons le Secrétaire général de l'ONU de ses rapports et nous l'encourageons à continuer dans cette voie.

M. YAACOBI (Israël) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord présenter mes compliments au Président de l'Assemblée générale. Nous connaissons son leadership, tant à l'intérieur de son pays, qu'ici aux Nations Unies, et nous sommes certains qu'il saura mener à bon terme la présente session de l'Assemblée générale.

C'est la première fois que je prends la parole à l'Assemblée générale et, comme le veut la tradition israélienne, je dis à tous - au Président, aux Vice-Présidents, au Secrétaire général et aux représentants de tous les Etats Membres - shalom, qui signifie paix.

Les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies parlent avec éloquence de la détermination des peuples résolus

"à préserver les générations futures du fléau de la guerre ... à proclamer notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations ... à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales ... à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples ..."

Aujourd'hui, les événements mondiaux présentent pour nous de nombreux défis, et c'est avec courage que nous devons répondre aux questions suivantes : la Charte n'est-elle que des mots, encore des mots, toujours des mots? N'avons-nous pas le devoir de mettre fin au massacre en Bosnie, de stopper le terrorisme, d'encourager les démocraties plutôt que les régimes totalitaires, de débarrasser le monde de la faim? En un mot, sommes-nous véritablement décidés à mettre en oeuvre la Charte des Nations Unies?

Si la réponse est non, nous nous retrouvons confrontés à la question posée par l'orateur grec Démosthène : "De quel plus grand crime peut être accusé un orateur que de penser une chose et d'en dire une autre?"

Le rapport du Secrétaire général, intitulé "Agenda pour la paix" est une tentative courageuse de nous remettre en face de notre engagement à l'égard de la paix et de la liberté, tel qu'énoncé dans la Charte. Au nom du Gouvernement d'Israël, je voudrais dire au Secrétaire général combien nous lui sommes reconnaissants de son enrichissant rapport. Celui-ci nous fournit une



M. Yaacobi (Israël)

base de discussion des plus intéressantes pour entamer des discussions sérieuses sur l'orientation future de l'Organisation des Nations Unies.

Israël est prêt à participer activement à l'instauration d'un nouveau climat politique. Comme l'a dit Shimon Peres, Ministre des affaires étrangères, devant l'Assemblée générale le 1er octobre 1992 :

"L'Organisation des Nations Unies a été créée à une époque révolue. Néanmoins, ses idéaux et ses structures peuvent aider à relever les défis et à surmonter les dangers que pose cette ère moderne. Nous souscrivons à l' 'Agenda pour la paix' que nous propose le Secrétaire général."

(A/47/PV.20, p. 46)

Une nouvelle réalité est apparue sur la scène mondiale et nous devons y faire face. L'Organisation n'est plus entravée par la rivalité entre les superpuissances. Avec la fin de la guerre froide, une nouvelle Organisation des Nations Unies prend forme. Les Nations Unies doivent montrer le chemin, en s'appuyant sur l'idée que les Etats Membres ont compris que nouer des relations pacifiques entre les peuples et les nations était le seul moyen d'échapper à la faim, à la misère et aux effusions de sang. C'est ce qu'avaient entrevu les prophètes de la Bible et c'est ce qui est nécessaire pour le troisième millénaire qui frappe à notre porte.

Dans notre quête pour construire un avenir meilleur, il est impératif que nous nous laissions guider par le flambeau de la paix et de la démocratie. De nombreux Etats gaspillent leurs ressources, leur énergie humaine et leur créativité dans des conflits militaires et autres. Si toutes ces ressources étaient investies dans le capital humain et le développement économique, nous pourrions améliorer des vies au lieu de les anéantir. Si nous investissions dans la santé, l'éducation et la science plutôt que dans le matériel militaire, en une génération l'humanité serait débarrassée de la faim et de l'analphabétisme. Nous avons le choix entre un avenir stérile ou un avenir meilleur.

L'autre clef du progrès de l'humanité, c'est la démocratie : quand l'homme prend part aux décisions et qu'il choisit son mode de vie et son avenir. Sans démocratie, il ne peut y avoir d'environnement des droits de l'homme. C'est un leurre de penser que les droits de l'homme peuvent être garantis par des régimes totalitaires et des dictatures militaires.

M. Yaacobi (Israël)

La démocratie est un ingrédient essentiel du maintien de relations pacifiques entre Etats. L'existence d'un gouvernement démocratique est la principale garantie contre une politique de violence et d'agression. Jamais une démocratie n'a déclaré la guerre à une autre démocratie. Ce n'est pas le fruit du hasard, mais plutôt une conséquence de la nature des démocraties. Aussi la démocratisation n'est-elle pas simplement une question politique et morale; elle est directement liée à l'existence de la paix et de la stabilité.

La paix et la démocratie sont les clefs d'un monde meilleur. On doit le proclamer bien haut. C'est une vérité première que nous devons tous reconnaître.

Le Moyen-Orient pourrait être appelé la terre des occasions perdues, des occasions perdues qui ont coûté très cher aux peuples de cette région. Nous avons aujourd'hui l'occasion historique de transformer la situation, de construire un avenir meilleur pour tous, de remplacer les tensions par le développement économique, la guerre par la paix, le réarmement par l'investissement dans les ressources humaines.

Jusqu'à ce jour, l'Egypte et Israël ont été les seuls pays du Moyen-Orient qui, courageusement, n'ont laissé passer aucune occasion de faire la paix. Une nouvelle porte vient de s'ouvrir. Des négociations bilatérales ont actuellement lieu entre Israël, les Etats arabes voisins et les Palestiniens. Nous espérons que ces négociations déboucheront sur des traités de paix. Nous espérons que la Syrie, la Jordanie, le Liban, les Palestiniens, et Israël ne laisseront pas passer cette occasion historique.

A la lumière des récents événements, je lance un appel pour qu'il soit mis fin aux actes de provocation et de violence des extrémistes. Nous ne pouvons pas nous permettre de les laisser "assassiner" les chances de paix.

M. Yaacobi (Israël)

L'Assemblée peut être certaine qu'aucune provocation n'écartera Israël de la voie de la paix. Cependant, Israël s'en tient à son droit de défendre ses citoyens avec force et autorité.

Les pourparlers bilatéraux, ainsi que les négociations multilatérales, ont engendré une nouvelle dynamique dont les perspectives sont bonnes. Des progrès décisifs vers la paix d'Israël et de la Syrie serviraient de locomotive à un changement dans tout le Moyen-Orient. Même dans le cas contraire, la locomotive poursuivra son chemin. Nous ne laisserons pas la vapeur être emportée par le vent.

Un événement important et encourageant, voire révolutionnaire dans l'histoire des nations du Moyen-Orient, est la prise de conscience croissante de l'interdépendance entre la paix, le développement économique et le bien-être.

La paix est par conséquent susceptible d'être un levier important pour le développement économique. L'ONU, les Etats-Unis, la Russie, l'Europe, le Canada, le Japon et d'autres peuvent mobiliser leurs connaissances et leurs ressources dans différents domaines, y compris pour créer une banque de développement pour le Moyen-Orient. Un environnement pacifique libérerait annuellement quelque 30 milliards de dollars des dépenses consacrées à la défense, qui pourraient être affectés au progrès et au développement. De plus, cela permettrait d'avancer dans six nouvelles directions : la création d'un marché commun pour le Moyen-Orient; la création d'entreprises communes, fondées sur l'intégration de ressources en matière d'expertise, de capitaux et de minéraux tant de l'extérieur que de l'intérieur de la région; la création d'un réseau intégré d'infrastructures pour les ports, les aéroports, les chemins de fer et les centrales énergétiques; l'ouverture des frontières aux touristes; la promotion de la coopération dans les domaines de la santé, de la formation professionnelle, de l'expertise, de la technologie et de l'agriculture; et l'élimination de toutes sortes de boycottages.

Ce n'est que lorsque les canons se seront tus et que les peuples de la région seront capables de se consacrer à l'amélioration de leur qualité de vie et non à la confrontation militaire et aux inutiles haines que le Moyen-Orient pourra recommencer à jouer son rôle de berceau de la civilisation. L'enjeu, c'est la vie et le bien-être même de centaines de millions de personnes; c'est aussi notre avenir.

M. Yaacobi (Israël)

La paix et la démocratie sont les éléments clefs de tout progrès futur de l'humanité. Cela étant, je voudrais lancer l'idée de créer deux groupes d'étude placés sous l'autorité du Secrétaire général. L'un aurait pour mandat d'encourager la démocratisation grâce à l'enseignement de la démocratie et des mécanismes d'élections libres. L'objectif de ce groupe d'étude de l'Organisation des Nations Unies sur la démocratie serait de favoriser une nouvelle perception de l'importance que présente la démocratie pour garantir les droits de l'homme et pour améliorer la qualité de vie des gens. Le deuxième groupe chercherait à lancer la coopération régionale dans différentes régions du monde. Il pourrait se fonder sur l'expérience de la Communauté européenne et d'autres cadres régionaux de coopération. La coopération régionale est nécessaire si l'on veut que les pays en développement soient mieux à même de faire face aux pays les plus développés et les plus riches.

Toutes les grandes réalisations de l'histoire humaine ont été des rêves avant de se réaliser. En tant qu'hommes d'Etat, notre rôle consiste à concrétiser ces rêves. David Ben-Gurion, fondateur et premier dirigeant de mon pays, a dit que "l'avenir d'Israël sera déterminé par sa droiture et sa force". Pour ce qui est de l'Assemblée, je dirais que la capacité de nous acquitter de nos devoirs sera déterminée par notre droiture, notre force et notre attachement à la vision et à la cause de la paix.

M. YOO (République de Corée) (interprétation de l'anglais) :

L'Organisation des Nations Unies est parvenue à un tournant critique de son évolution. De nos jours, des mesures originales et complètes sont nécessaires pour qu'elle puisse s'adapter aux responsabilités complexes qui découlent de l'après-guerre froide. Comme certains orateurs l'ont déjà noté avec éloquence, le Secrétaire général, en présentant son rapport intitulé "Agenda pour la paix", a effectivement amorcé un débat sur la capacité de l'ONU de garantir la paix et la sécurité mondiales. Notre débat d'aujourd'hui contribuera à faire avancer le dialogue nécessaire à de futures décisions et ma délégation saisit cette occasion pour faire des observations sur certaines propositions du rapport.

Pour ce qui est de la diplomatie préventive les Membres s'entendent généralement pour dire que le rassemblement pertinent d'informations par des missions d'enquête officielles et officieuses peut grandement contribuer

M. Yoo (Rép. de Corée)

à donner à l'ONU la capacité d'apaiser les tensions avant qu'elles ne dégénèrent en conflit. Compte tenu des coûts écrasants des mesures de règlement des conflits après leur déclenchement, la notion de diplomatie préventive mérite le plein appui des Etats Membres.

A cet égard, ma délégation se félicite des initiatives prises cette année par le Secrétaire général et elle espère que son rôle dans le domaine du rassemblement des données sera encore renforcé. En même temps, nous croyons que certains aspects du rôle de l'ONU dans la diplomatie préventive doivent être développés et éclaircis. Par exemple, la question d'obtenir le consentement des parties intéressées avant d'envoyer des missions d'enquête devrait être examinée en détail et il faudrait tenir compte de toutes les incidences possibles avant de prendre une décision.

En ce qui concerne la diplomatie préventive, ma délégation reconnaît l'utilité du déploiement préventif. Une présence de l'ONU déployée au moment opportun avec un mandat clairement défini par le Conseil de sécurité devrait aider à empêcher l'escalade des conflits. Ma délégation estime cependant que la question du déploiement préventif sans le consentement de toutes les parties intéressées dans un différend inter-Etats mérite d'être davantage examinée. Des problèmes résultant d'une possible érosion de la neutralité de l'ONU pourraient saper les gains potentiels d'un déploiement préventif.

Ma délégation s'inquiète également des implications logistiques de cette proposition, car l'introduction du déploiement préventif accroîtra à n'en pas douter la demande pour les ressources financières et humaines des Nations Unies, déjà utilisées à leur limite. Nous attendons avec impatience de débattre de cette question en même temps que des mérites et de la faisabilité du déploiement préventif.

L'accent mis dans le rapport sur le rétablissement de la paix représente une nouvelle orientation importante pour l'Organisation. Ma délégation croit que les dispositions de la Charte sur le règlement pacifique des différends doivent servir de lignes directrices à nos mesures collectives de règlement des conflits. Nous pensons également que les propositions en vue de renforcer le rôle de la Cour internationale de Justice sont valables. En effet, le règlement récent du conflit frontalier de longue date entre le Honduras et El Salvador devrait établir un précédent valable pour définir le rôle de la Cour mondiale dans le règlement des conflits internationaux.

M. Yoo (Rép. de Corée)

Le rapport du Secrétaire général évoque également le droit des Etats de consulter le Conseil de sécurité à propos des problèmes économiques particuliers qui se posent à eux suite à l'imposition des sanctions autorisées par les Nations Unies en vertu de l'Article 50 de la Charte. En pratique, toutefois, les difficultés économiques découlant de l'imposition de sanctions au titre de l'Article 41 de la Charte n'ont pas été étudiées comme il aurait fallu. Ma délégation se joint aux orateurs qui ont déjà souligné la nécessité de prendre des mesures propres à atténuer ces difficultés économiques.

Avant d'en finir avec la question du rétablissement de la paix, je voudrais parler des propositions concernant les unités d'imposition de la paix. Les événements récemment survenus dans l'ancienne Yougoslavie et au Cambodge ont démontré qu'il fallait assurer le respect total des accords de cessez-le-feu. De toute évidence, un accroissement de la capacité des Nations Unies de promouvoir ou de réaliser ce respect contribuerait très utilement à la crédibilité de l'Organisation. Toutefois, il convient de répondre à diverses questions avant que l'Organisation puisse dresser des plans en vue de créer des unités d'imposition de la paix. Par exemple, dans quelle mesure les forces des Nations Unies seront-elles censées s'occuper d'activités de coercition militaire? Les Etats Membres sont-ils prêts à fournir des forces d'un niveau suffisant? Comment pouvons-nous déterminer par avance le type de forces - imposition de la paix ou maintien de la paix - qui, seront nécessaires dans une situation donnée? Ma délégation estime que ces questions et d'autres méritent un examen approfondi de la part des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Dans le domaine du maintien de la paix, l'augmentation de l'ampleur et du champ des opérations de maintien de la paix des Nations Unies demande une participation accrue des Etats Membres. En ce qui nous concerne, la République de Corée a récemment rempli le questionnaire sur les opérations de maintien de la paix en indiquant les domaines dans lesquels elle est prête à contribuer à ces opérations. En tant que nouveau participant, mon pays se rend compte qu'il est nécessaire d'assurer un programme de formation du personnel des opérations de maintien de la paix et appuie donc les recommandations du Secrétaire général à ce sujet. Nous escomptons voir un programme de formation détaillé établi sous les auspices des Nations Unies.

M. Yoo (Rép. de Corée)

Les difficultés financières que connaît l'Organisation pourraient l'empêcher de s'acquitter efficacement de ses nombreuses fonctions à l'avenir. De fait, la nécessité de trouver une solution urgente est reconnue de toutes parts et, à cette fin, les Etats Membres devraient s'attacher en priorité à verser au plus tôt leur quote-part.

Dans le domaine du maintien de la paix, étant donné la portée grandissante des opérations, on ne peut compter que les Nations Unies parviennent à leurs buts, à moins de recevoir le financement adéquat. L'Organisation devrait pouvoir non seulement assurer les frais opérationnels, mais également répartir rapidement les fonds et l'équipement logistique pour que les opérations puissent être menées dans les délais voulus. Lorsque la différence entre la vie et la mort est une question de quelques jours, les Nations Unies, de toute évidence, ne peuvent s'offrir le luxe de procédures qui s'éternisent.

Diverses propositions intéressantes ont été faites quant au financement des opérations de maintien de la paix; à notre avis, elles méritent d'être examinées avec soin par les Etats Membres. Pour faciliter cette fonction de l'Organisation, surtout à l'étape cruciale du démarrage, ma délégation est partisan de la création d'un fonds autorenouvelable pour les opérations de maintien de la paix. A cet égard, la proposition récemment faite par le Japon d'établir une nouvelle composante dans le fonds de roulement des opérations de maintien de la paix fournit une base utile à des débats constructifs.

Quant aux propositions tendant à changer le barème spécial actuellement appliqué aux opérations de maintien de la paix, ma délégation estime que tant qu'il n'y aura pas consensus en faveur d'un nouveau modèle, il sera souhaitable de maintenir le barème existant.

Le Conseil de sécurité a été l'objet de beaucoup de discussions ces dernières années, surtout en raison de l'expansion de ses activités rendue possible par la fin de la guerre froide. La République de Corée est tout à fait partisan du rôle accru du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité du monde. Etant donné les incidences qu'entraînent les résolutions du Conseil de sécurité pour tous les Etats Membres, il serait peut-être plus utile pour la communauté internationale que les consultations gagnent en transparence. La création d'un mécanisme qui permettrait au

M. Yoo (Rép. de Corée)

Conseil d'entendre les opinions de la plus vaste gamme possible d'Etats Membres contribuerait à accroître l'appui en faveur de ses décisions. Nous espérons que le Conseil continuera de s'acquitter de manière efficace de ses responsabilités importantes, en mettant en harmonie la nécessité d'efficacité et celle de démocratisation.

L'élan fourni par la réunion du Conseil de sécurité des chefs d'Etat et de gouvernement tenue le 31 janvier continue de se répercuter à ce jour. Nous ne devons pas perdre l'élan créé par cette rencontre, mais plus important encore, nous devons maintenant susciter une impulsion nouvelle avec la participation de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies pour appliquer réellement les réformes qui sont en cours d'élaboration par les Etats Membres. Nous espérons que l'on se souviendra un jour de ce tournant dans l'histoire des Nations Unies comme le moment qui a marqué la renaissance de l'Organisation et le début d'une ère nouvelle fondée sur la coopération multilatérale.

M. PIBULSONGGRAM (Thaïlande) (interprétation de l'anglais) :

L'histoire est continuellement modelée par l'évolution rapide et spectaculaire des relations internationales. La barrière idéologique qui avait menacé la paix et la sécurité internationales s'est effondrée, tandis que la tendance au dialogue et à la coopération à l'échelon régional et international allait croissant. Un nouvel ordre mondial de consensus et de partenariat global a, semble-t-il, vu le jour.

Le nouvel ordre mondial n'exige pas seulement une coopération économique, politique ou culturelle. Il exige en réalité des échanges internationaux de coopération, à tous les niveaux et dans tous les domaines. Nous devrions considérer ce nouvel ordre comme un nouvel ordre des Nations Unies dans lequel toutes les nations doivent se regrouper pour forger une véritable communauté internationale.

Alors que ce nouvel ordre mondial a suscité de nouveaux espoirs et une nouvelle confiance dans la capacité de l'Organisation de s'acquitter aujourd'hui mieux qu'hier de ses fonctions d'arbitre de la paix et de la sécurité internationales, il apparaît clairement également que la tâche des Nations Unies est devenue de plus en plus complexe, du fait que l'on exige de plus en plus de l'Organisation. La paix n'est plus satisfaisante si elle



M. Pibulsonggram (Thaïlande)

signifie simplement l'absence de guerre. La paix ne prévaudra que lorsque les Etats-nations auront atteint la stabilité politique, la prospérité économique et l'harmonie sociale.

Les Nations Unies doivent être revitalisées si elles veulent pouvoir plus efficacement satisfaire aux exigences d'aujourd'hui et aux attentes de demain.

C'est pourquoi ma délégation se félicite de l'initiative opportune prise par le sommet du Conseil de sécurité en janvier dernier et souhaite rendre hommage aux efforts du Secrétaire général qui a préparé ce rapport excellent et complet intitulé "Agenda pour la paix". Nous sommes entièrement d'accord pour dire que le rôle des Nations Unies dans la diplomatie préventive, le rétablissement et le maintien de la paix, ainsi que la consolidation de la paix après les conflits, doit être renforcé fondamentalement dans le cadre de la Charte et conformément à ses dispositions.

M. Pibulsonggram (Thaïlande)

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur certaines questions clefs évoquées par le Secrétaire général qui, à mon avis, doivent être examinées de près. Tout d'abord, ma délégation est d'accord avec le Secrétaire général pour dire que

"La pierre angulaire [des activités de l'Organisation des Nations Unies] est et doit demeurer l'Etat." (A/47/277, par. 17)

Le respect de la souveraineté et de l'intégrité des Etats est donc vital dans toute entreprise internationale commune. Cependant, les tâches complexes qui incombent maintenant à l'Organisation exigent une coopération entière de ses Etats Membres. Les Etats Membres devraient, par conséquent, chercher à adopter des mesures qui faciliteront le travail de l'Organisation.

En ce qui concerne la diplomatie préventive, ma délégation reconnaît que la capacité de l'Organisation de s'acquitter efficacement de ses tâches dépend de la disponibilité, en temps opportun, d'informations précises. L'utilisation de missions d'établissement des faits par le Secrétaire général est donc essentielle. Ma délégation souhaiterait que soit examinée de près la recommandation du Secrétaire général d'envoyer des observateurs des Nations Unies dans les zones de conflits potentiels, à la demande d'Etats Membres, pour prévenir tout début d'hostilités. Nous estimons qu'il faudrait préciser davantage la portée de cette proposition novatrice et les circonstances pouvant motiver son application, car cette idée va au-delà du principe traditionnel des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et, comme l'ont fait remarquer plusieurs délégations, pourrait nuire à la neutralité de l'Organisation des Nations Unies.

Le rôle de rétablissement de la paix de l'ONU a été, dès le départ, inscrit dans l'esprit de celle-ci, comme prévu au Chapitre VI de la Charte. Ma délégation appuie donc les efforts du Secrétaire général visant à renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine. Pour atteindre cet objectif, il faut, à notre avis, une plus grande communication et une coopération plus étroite entre le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Secrétaire général. La transparence dans le processus de décision du Conseil de sécurité et des consultations efficaces avec les organisations régionales et les Etats Membres contribueraient grandement à atteindre cet objectif.

M. Pibulsonggram (Thaïlande)

Ma délégation connaît parfaitement les difficultés économiques que l'imposition de sanctions au titre du Chapitre VII cause souvent aux pays tiers. Comme le Secrétaire général, nous pensons que ces Etats devraient avoir le droit de consulter le Conseil de sécurité. Le Conseil devrait également mettre au point un ensemble de mesures, avec la participation des institutions financières du système des Nations Unies, pour mettre les Etats à l'abri de telles difficultés.

Je voudrais maintenant aborder la question des opérations de maintien de la paix. Les conflits nouveaux et troublants qui ont vu le jour cette année ont amené une augmentation importante des activités de rétablissement et de maintien de la paix des Nations Unies, telles que la Force de protection des Nations Unies dans l'ex-Yougoslavie et l'Opération des Nations Unies en Somalie pour ne citer que ces deux-là. A l'heure même où je parle, des rapports indiquent que l'affrontement a repris dans le sud du Liban. Cette augmentation du nombre d'opérations s'accompagne d'une augmentation de la complexité tant des éléments que des objectifs de ces opérations. Les agents de maintien de la paix de l'ONU comprennent maintenant des soldats, des policiers, des administrateurs civils, des diplomates, des ingénieurs et des scrutateurs. Bien que les opérations de maintien de la paix continuent de surveiller les cessez-le-feu, on attend aujourd'hui beaucoup plus de ces opérations.

La proposition du Secrétaire général de créer une force de réserve des Nations Unies mérite donc d'être sérieusement examinée. On peut prévoir des situations qui exigeront un bref délai et les forces et les autres ressources en personnel, et de telles situations se sont d'ailleurs déjà présentées. Pour satisfaire ce besoin, les Etats Membres pourraient être priés de réserver certains effectifs militaires qui pourraient être déployés au titre d'opérations de maintien de la paix.

Une grande partie du succès de toutes les activités de maintien de la paix dépend de la formation préalable du personnel. Il est donc évident que des normes uniformes de procédures logistiques sont nécessaires. Le Secrétariat pourrait désigner un point central où se dérouleraient les activités de formation. Des centres de formation régionaux et nationaux

M. Pibulsonggram (Thaïlande)

pourraient être mis sur pied et un programme de bourses annuelles pourrait être établi afin de donner une possibilité supplémentaire aux Etats de former leurs effectifs au maintien de la paix.

La Thaïlande est toujours prête à servir l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de ces importantes activités de maintien de la paix. Par le passé, nous avons participé à plusieurs opérations de maintien de la paix telles que le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie et la Mission d'observation des Nations Unies Iraq-Koweït. Nous avons également envoyé 50vsoldats se joindre au contingent des gardes des Nations Unies en Iraq. Plus près de chez nous, la Thaïlande a pleinement appuyé l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC).

A la demande du Secrétaire général, cette année, mon gouvernement a envoyé un bataillon d'ingénieurs pour servir dans le cadre de l'APRONUC au Cambodge. Compte tenu des élections prévues, qui auront lieu sous la supervision de l'APRONUC en mai prochain, la tâche du bataillon thaïlandais est non seulement importante et urgente, mais dangereuse. Il est chargé de déminer et d'aider à préparer l'infrastructure du Cambodge. Ces activités permettront de préparer le terrain en attendant les opérations de l'APRONUC et le rapatriement de plus de 370 000 personnes déplacées qui ont cherché refuge en Thaïlande. En outre, la Thaïlande a envoyé 15 militaires et membres de la police militaire au siège de l'APRONUC à Phnom Penh. De plus, le territoire thaïlandais a été utilisé pour préparer les opérations de l'APRONUC.

Nous sommes convaincus que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies jouent un rôle trop vital dans le maintien de la paix mondiale pour dépendre de restrictions financières et budgétaires. Alors que les dépenses mensuelles pour toutes les opérations de maintien de la paix correspondent à environ 220 millions de dollars, les contributions non versées à ces opérations restent très élevées - plus de 600 millions de dollars. La clef de ce problème difficile reste dans le paiement des contributions fixées, en temps voulu, par les Etats Membres. Etant donné que ceci n'est pas possible pour diverses raisons allant de l'incapacité de payer au refus de payer en passant par les retards dus aux différences dans les systèmes de budget nationaux, nous nous félicitons de la proposition novatrice du

M. Pibulsonggram (Thaïlande)

Secrétaire général de créer un fonds de réserve temporaire de maintien de la paix de 50 millions de dollars afin d'alléger les problèmes financiers, notamment le coût de départ des opérations de maintien de la paix.

Ma délégation se félicite également des autres propositions du Secrétaire général visant à créer une base financière solide et stable pour les opérations à venir, tel que le fonds de dotation pour la paix. Nous pensons également qu'un tel fonds peut être créé par une combinaison de contributions fixées et de contributions volontaires, celles-ci émanant non seulement des gouvernements mais aussi du secteur privé et des individus. D'autres contributions du secteur privé telles que des véhicules ou de l'équipement devraient également être envisagées.

M. Pibulsonggram (Thaïlande)

Ma délégation tient à souligner notre conviction que le financement des opérations de maintien de la paix relève de la responsabilité collective de tous les Etats Membres. Quelle meilleure façon de montrer notre attachement à l'Organisation que de verser nos contributions intégralement et à temps?

Au moment où tous les yeux sont tournés vers les Nations Unies, comme étant le meilleur espoir de maintenir la paix et la sécurité internationales, le rapport du Secrétaire général arrive à point nommé. Ma délégation est disposée à participer à l'examen des idées et des propositions contenues dans son rapport. Nous pensons par conséquent que la création d'un groupe de travail à composition non limitée, comme l'ont proposé plusieurs délégations, serait très utile. Il servirait d'instance à tous les Etats Membres et à tous les organes pertinents des Nations Unies pour examiner ce document, qui est d'une importance fondamentale pour l'Organisation, et apporter leur contribution à toute nouvelle orientation que pourraient prendre les Nations Unies.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, les événements survenus au plan international ont montré que les Nations Unies sont un instrument d'importance vitale pour le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Nous avons suivi la première année du Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali à son poste avec intérêt et admiration. Il peut compter sur notre plein appui dans ses tentatives de réforme et de revitalisation de l'Organisation, qui devraient lui permettre de mieux servir l'humanité à l'approche du nouveau millénaire.

Je ne saurais trouver d'autres mots qui puissent mieux décrire ce que nous devons faire ensemble que ceux éloquentement employés par le Secrétaire général lui-même :

"Les conflits d'hier ne sont plus les conflits d'aujourd'hui. Faisons en sorte que les conflits d'aujourd'hui ne deviennent les conflits de demain."

Voilà des mots dont nous devrions tous tenir compte.

M. DIAW (Mali) : Ma délégation se réjouit de l'occasion qui vient de lui être donnée de prendre la parole sur le point 10 de notre ordre du jour, dont l'importance ne fait aucun doute\*.

---

\* Le Président assume de nouveau la présidence.

M. Diaw (Mali)

Ce faisant, qu'il me soit tout d'abord permis, Monsieur le Président, de vous renouveler nos vives félicitations pour votre brillante élection à la présidence de la quarante-septième session de l'Assemblée générale, et d'exprimer au Secrétaire général, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, la plus vive reconnaissance de ma délégation pour la densité et la richesse des rapports qu'il a produits sur l'activité de l'Organisation et l'Agenda pour la paix.

Les documents ainsi mis à la disposition de l'Assemblée générale constituent, à n'en pas douter, un instrument de travail approprié qu'il nous appartient d'exploiter de la manière la plus rationnelle, pour en tirer de quoi permettre enfin à la communauté internationale d'entamer sa marche vers les nobles objectifs de la Charte, à savoir :

"préserver les générations futures du fléau de la guerre ... proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme ... créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international ... favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande."

Les documents A/47/1 et A/47/277, malgré leur qualité indéniable, appellent tout de même de notre part quelques observations que nous nous ferons l'obligation d'abréger vu que la plupart d'entre elles ont déjà été abordées par les orateurs qui m'ont précédé, notamment S. E. M. l'Ambassadeur d'Indonésie, parlant au nom du Mouvement des pays non alignés, et dont je partage les analyses.

S'agissant de l'activité de l'Organisation, nous pensons que le temps est venu d'exploiter à fond ce qu'il est convenu d'appeler les dividendes de la paix. Pour ce faire, l'Organisation des Nations Unies doit se départir de la mentalité qui ne pouvait concevoir notre monde qu'en blocs antagonistes. La fin de la guerre froide permet désormais de dépasser ce mode de penser et d'adopter un autre comportement. Comme dit le Secrétaire général dans son rapport, nous vivons une période d'espoir qu'il faut transformer en une époque de réalisations, par un nouvel esprit de solidarité, une détermination raffermie et une activité intrépide.

Le vent de la démocratie qui souffle depuis 1989 n'a épargné aucun continent. Cela s'est traduit par la libération des peuples au niveau de plusieurs Etats, aujourd'hui devenus Membres de notre Organisation, augmentant

M. Diaw (Mali)

ainsi à la fois la charge et les responsabilités du Secrétaire général. En conséquence, les demandes que l'Organisation doit satisfaire deviennent multiples et variées.

Mais rien de tout cela ne devra bien entendu entamer les efforts à fournir par l'équipe qui tient les commandes de notre institution. L'activité de notre institution doit se poursuivre et s'intensifier, notamment s'agissant des opérations de maintien de la paix, des bons offices de la diplomatie préventive, des missions humanitaires, des secours d'urgence, des activités de coopération technique et culturelle dans les pays en développement.

Ma délégation partage l'avis du Secrétaire général en ce qui concerne la rationalisation du Secrétariat, rationalisation qui passe nécessairement par une coopération aussi complète que possible entre les Etats Membres, le Secrétaire général et les fonctionnaires de l'Organisation. Car c'est seulement à ce prix qu'une restructuration viable pourra être entreprise dans l'intérêt bien compris des Etats Membres et des fonctionnaires de l'Organisation. De même, nous adhérons à tout processus de restructuration dans le domaine économique et social, dont la finalité est de permettre au Secrétaire général de répondre en temps opportun et de façon coordonnée à des situations d'urgence complexes et aux priorités de développement.

Ma délégation salue l'initiative du Secrétaire général visant à mettre en place une capacité accrue en matière de bons offices, de diplomatie préventive, de rétablissement de la paix, de recherche et d'analyse d'alerte avancée, et à renforcer la capacité de planification et de gestion du Secrétariat dans le domaine du maintien de la paix. Notre organisation doit être en mesure désormais de relever les défis et de répondre aux objectifs nouveaux, notamment les objectifs ambitieux qui ont récemment été définis par la Conférence de Rio de Janeiro en ce qui concerne le développement durable et l'environnement.



M. Diaw (Mali)

Pour parvenir à cette fin, nous encourageons le Secrétaire général dans son approche concernant la conception de la fonction publique internationale, l'amélioration des conditions d'emploi, y compris les traitements, les politiques de recrutement à long terme, la grille de rémunération et l'organisation des carrières. Nous sommes d'avis que pour atteindre ces nobles objectifs, l'Organisation a besoin de ressources financières accrues. Mais, en tant que délégué d'un PMA - pays comptant parmi les moins avancés - serait-il responsable de ma part de souscrire à la politique qui consiste à réclamer des intérêts sur toute fraction des quotes-parts non acquittées en temps voulu par un Etat Membre? Assurément non. Pour assurer la stabilité financière de notre organisation, d'autres moyens d'acquittement des contributions doivent être examinés qui soient à la mesure du pouvoir économique réel de chaque pays.

Par contre, ma délégation appuie l'idée de création d'un fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix, d'un montant de 50 millions de dollars, qui servirait à financer le démarrage des opérations de maintien de la paix en attendant le versement des quotes-parts.

Dans son rapport, le Secrétaire général plaide en faveur d'un partenariat mondial pour le développement, qu'il croit réalisable par une approche intégrée du développement. Ma délégation partage cette manière d'aborder le problème parce que nous sommes convaincus que le progrès politique et le développement économique sont liés et doivent faire l'objet de la même attention aussi bien de la part des pays en développement que des pays industrialisés, les premiers toujours préoccupés par la manière d'atténuer leur pauvreté, les seconds, soucieux d'éviter coûte que coûte la stagnation économique. La solidarité économique, à cet égard, nous paraît la seule option pour bâtir un avenir viable pour tous.

Dans le domaine des droits de l'homme, nous pensons que l'"Agenda pour la paix" mérite bien l'attention que la communauté internationale lui consacre depuis le début de nos travaux sur le point 10 de l'ordre du jour.

Les efforts déployés par l'Organisation pour le maintien de la paix à travers le monde sont considérables et méritent d'être soutenus et accrus, tant les foyers de tension se multiplient plutôt que de s'éteindre. La politique d'envoi de forces de l'Organisation des Nations Unies gagnerait en conséquence à céder progressivement la place à la diplomatie préventive, qui

M. Diaw (Mali)

présente l'avantage d'éviter les conflits armés, ou tout du moins de les circonscrire, préservant du coup de nombreuses vies humaines.

Pour conclure, je voudrais encore une fois exprimer l'appui total de ma délégation aux rapports que le Secrétaire général nous a donné l'occasion d'examiner au cours de cette quarante-septième session de l'Assemblée générale et formuler le vœu que ces riches documents soient bien l'instrument efficace qu'attendait la communauté internationale pour faire enfin face aux défis multiples qui jonchent le chemin du renouveau.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons entendu le dernier orateur sur ce point.

Les 167 déclarations faites au cours du débat général de l'Assemblée et les 65 déclarations entendues jusqu'ici au titre du point 10 de l'ordre du jour, "Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation", y compris le rapport "Agenda pour la paix", confirment que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies dans leur ensemble ont accueilli le rapport du Secrétaire général comme une contribution très importante à ce tournant de l'histoire de l'Organisation. Il est juste de dire que la fin de la guerre froide non seulement offre une occasion mais également impose une obligation d'élaborer d'urgence un ensemble complet de mesures et de réformes dans la direction indiquée par le Secrétaire général.

Je voudrais rappeler que le Secrétaire général a précisé qu'il ne présentait pas ses recommandations comme un ensemble immuable et qu'il appartenait aux Etats Membres de décider lesquelles de ces recommandations devaient avoir une suite et sous quelle forme.

Au cours du débat général de l'Assemblée, bon nombre de propositions importantes et intéressantes ont été avancées, et de nombreuses idées d'une portée considérable ont été évoquées au cours du débat particulier sur ce point. Elles constituent une base solide pour nos activités futures. Je tiens à remercier les représentants de toutes les délégations qui ont contribué au succès de nos discussions sur ce point.

Le débat représente une étape importante sur la voie que nous avons encore à parcourir pour arriver à des résultats pratiques. Il appartient maintenant aux grandes commissions, selon leurs sphères de compétence respectives, d'assumer leur rôle et de contribuer à la réalisation de notre objectif de revitalisation des Nations Unies.

Le Président

J'attache une grande importance aux consultations officieuses sur ce point avec les représentants des Etats Membres. Je me propose de constituer immédiatement, avec la participation des présidents des grandes commissions, un mécanisme de travail qui nous permettra de coordonner nos activités à venir. Ce mécanisme sera constitué de manière définitive après la conclusion des consultations et des discussions officieuses que je mène actuellement en ma qualité de Président de l'Assemblée générale.

Il est d'usage que l'Assemblée prenne note du rapport annuel du Secrétaire général. Si je n'entends pas d'objections, puis-je considérer que l'Assemblée souhaite prendre note du rapport du Secrétaire général?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons ainsi achevé, à ce stade, notre examen du point 10 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 25.